



Déclaration de l'OCML VOIE PROLETARIENNE sur la crise en Europe

Pour mettre fin aux sacrifices :

Sortir de l'Euro ? Non sortir du capitalisme !

Depuis des semaines, la Grèce fait la Une des médias et paraît au centre des préoccupations des gouvernements des pays impérialistes, d'Europe, des USA, de la Chine. Les avenir de la zone Euro et de l'économie mondiale paraissent déterminés par le désendettement de ce pays qui représente moins de 2 % de l'économie de Union européenne et seulement 0,5 % de l'économie mondiale. Si la situation économique de la Grèce est à ce point une menace pour ces économies, c'est que celles-ci sont bien « malades ».

L'agitation à propos de la situation de la Grèce est d'abord la preuve que le capitalisme mondial est profondément en crise. Elle est ensuite une manière de détourner l'attention des travailleurs des causes véritables de leurs problèmes. Dans la guerre économique, les bourgeoisies impérialistes européennes doivent absolument préserver leurs intérêts. Elles sont sans pitié pour les travailleurs et pour les pays qui sont les maillons faibles de l'Europe. Il est donc nécessaire de rappeler quelques vérités, à un moment où le discours de nos gouvernements impérialistes est que « l'on ne veut pas payer pour la Grèce, qui a vécu au dessus de ses moyens », discours qui a un certain impact parmi les travailleurs.

Les impérialismes français et allemand imposent des plans d'austérité au peuple grec et souhaitent mettre sous tutelle financière le pays. Mais ils sont les principaux responsables et bénéficiaires des mécanismes économiques qui ont mis ce pays dans la situation qu'ils condamnent aujourd'hui. Pendant dix ans, l'appartenance de la Grèce à la zone Euro lui a permis des taux de croissance supérieurs à ceux du reste de l'Europe, mais au prix d'un effondrement de son industrie et à un développement important des services. Etant dans l'Euro, la Grèce a assuré un débouché facile aux grandes entreprises du reste de l'Europe. Pendant les dix dernières années, elle a été le 4^e importateur net d'armes au monde, armes achetées à la France et à l'Allemagne. La construction du nouvel aéroport d'Athènes a été confiée à une entreprise allemande. La Grèce s'endettait pour cela auprès des banques européennes, françaises en particulier. Pendant ces années, gouvernements, industriels et banquiers français et allemands n'ont rien trouvé à redire l'endettement de la Grèce dont ils étaient les bénéficiaires. **Le peuple grec a raison de ne pas vouloir payer à la place des capitalistes d'Europe !**

Les gouvernements français et allemands n'ignoraient pas que le principal propriétaire foncier grec, l'Eglise orthodoxe et les armateurs (les grands capitalistes grecs), tel Onassis, étaient exemptés d'impôt. Mais la première est un appui de la bourgeoisie grecque et les seconds transportent à bas coût le pétrole qui alimente le marché européen. Les dirigeants du capitalisme mondial (G20, FMI, Europe, USA), qui ont décidé de mettre la Grèce sous tutelle, ne vont pas faire « payer les riches » en Grèce, alors qu'ils s'y refusent partout ailleurs. **Le peuple grec a raison de ne pas vouloir payer à la place de « ses » riches bourgeois.**

Le plan de « sauvetage » de la Grèce est une tentative de sauvetage d'une construction européenne qui fonctionne au bénéfice des grandes puissances comme la France et l'Allemagne. « Sauver » la Grèce. Non ! Il s'agit d'abord de sauver les banques qui se sont faites les complices et les bénéficiaires de son endettement. Il s'agit aussi de préparer les peuples à accepter toujours plus de sacrifices. Les mesures brutales, qui frappent le peuple grec, justifieront demain le renforcement d'austérité imposée aux autres peuples. Alors, nos exploiters feront valoir que si les Grecs ont dû accepter des salaires à la baisse, des conditions sociales dégradées, nous, nous ne pourrions pas garder « le privilège » d'une meilleure retraite ou de salaires « encore trop élevés ». **Le peuple grec et tous les autres peuples ont raison de ne pas vouloir se sacrifier pour la santé de leurs exploiters.**

L'annonce d'un référendum grec sur le troisième plan d'austérité, a suscité un grand émoi parmi les bourgeoisies européennes, elles qui, pourtant, donnent toujours des leçons de morale démocratique aux autres. La démocratie bourgeoise a une limite : l'intérêt du capital. Les capitalistes ne sont pas prêts à soumettre les plans de restructuration industrielle à l'approbation des travailleurs, comme à PSA. De même, les bourgeoisies impérialistes ne peuvent accepter qu'un vote populaire vienne contrecarrer leurs intérêts. Le traité de Lisbonne a été ratifié par le gouvernement français malgré le rejet populaire du Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005. Cette dictature du capital, car cela en est bien une, n'a pas l'apparente brutalité barbare des régimes militaires. Mais elle est tout autant brutale pour les exploités. Cette dictature s'appuie sur le pouvoir économique de la bourgeoisie : son pouvoir de décider où, quand, et comment, elle va nous exploiter, nous réduire au chômage ou à la misère. Ce pouvoir est un pouvoir sur nos vies de travailleurs. Cette dictature se camoufle sous le discours des experts économiques qui se répandent en avis et conseils dans les médias. Ils visent tous à justifier les sacrifices imposés aux travailleurs. **Le peuple grec et tous les autres peuples ont raison de ne pas se ranger à leurs recommandations.**

Si les peuples refusent de voir leurs vies brisées par les exigences du capital, quelle est alors l'issue ? Sortir de l'Euro ?

Incontestablement, l'intégration de la Grèce à la zone Euro y a accru sa dépendance économique et financière à l'égard du reste de l'Europe. Mais c'est une illusion de croire qu'une sortie de L'Euro, de la Grèce comme d'un autre pays, réduirait leur dépendance à l'égard de la concurrence sur les marchés et de la domination du capital financier. Ce n'est pas de l'Euro qu'il faut sortir, mais du capitalisme. Car c'est sa crise qui est la cause des attaques que nous subissons.

Sortir du capitalisme, ce n'est pas seulement reconquérir une maîtrise de la monnaie. **C'est instaurer le pouvoir des travailleurs sur toute la société.**

Sortir du capitalisme, c'est libérer les travailleurs de la concurrence qui les réduit à n'être que des forces de travail qui cherchent à se vendre dans des conditions de plus en plus difficiles.

Sortir du capitalisme, c'est faire que les hommes et les femmes soient maîtres de leurs vies et des richesses qu'ils créent, des conditions dans lesquelles ils les créent, du temps de leur vie qu'ils y consacrent.

Sortir du capitalisme, c'est rompre avec l'économie de marché et avec la finance qui lui est indissolublement liée.

Rompre avec le capitalisme, ne se fera pas sans efforts, mais ces efforts ne seront pas « des sacrifices », car ils seront au service de la libération de tous et de toutes, et non au service de l'enrichissement d'une minorité.

- ≡ **Le peuple grec et tous les autres peuples ont raison de ne pas vouloir payer pour leurs exploités.**
- ≡ **Non au chauvinisme diviseur, solidarité de tous les peuples contre l'austérité**
- ≡ **Travailleurs de Grèce, d'Europe, du Monde, seule une alternative révolutionnaire nous permettra de mettre fin aux sacrifices en mettant fin au capitalisme.**

Mail Contact@VP-partisan.org, Site : <http://vp-partisan.org>, blog : ouvalacgt.over-blog.com ;

Partisan : BP n°122, 93.403 Saint Ouen

Où trouver Partisan en Kiosque près de chez vous : Taper : trouverlapresse.com